

Laetitia: des sénateurs soutiennent la fronde des magistrats

PARIS, 8 février 2011 (AFP) - Plusieurs sénateurs de l'opposition de gauche ont exprimé leur soutien à la fronde des magistrats, mardi dans des rappels au règlement lors de l'ouverture de la séance au Sénat, en appelant au "respect du principe de la séparation des pouvoirs".

"Je ne connais pas de précédent d'un malaise aussi profond par rapport à la magistrature, un malaise qui touche aussi les avocats, les policiers. Que compte faire le gouvernement pour y répondre?", a interrogé Jean-Pierre Sueur (PS, Loiret)

La présidente du groupe CRC-SPG (Communiste et radicaux de gauche) Nicole Borvo Cohen-Seat, a interpellé le président du Sénat, Gérard Larcher (UMP) en lui demandant "de rappeler le président de la République à la Constitution pour faire respecter le principe de la séparation des pouvoirs".

Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) a jugé "regrettable que le chef de l'Etat qui est avocat, emploie des termes qui ne sont pas dans la loi, en parlant d'un présumé coupable". "Le présumé coupable n'existe pas dans notre législation, il n'y a que des présumés innocents, je me demande dans quel monde je suis, si le plus haut personnage de l'Etat ne respecte pas la loi", a-t-il lancé.

"Il m'est arrivé à titre personnel d'assister à des cérémonies solennelles de rentrée de tribunaux, d'entendre tel premier président mettre en cause très directement le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif", a rétorqué le ministre des Collectivités, Philippe Richert.

Il a indiqué qu'il avait "décidé de ne plus assister systématiquement à ces séances, parce que je pense que les donneurs de leçon sur l'indépendance ne sont pas toujours du côté où l'on pense". Selon lui, le président "a le droit d'indiquer qu'il lui semble que lorsque des erreurs ont été commises, il faut des responsables".

"Lorsque je vois un certain nombre de responsables de la justice s'exprimer comme ils le font, y compris parfois de façon rassemblés je me dis là aussi qu'il y aurait lieu de réagir pour ramener les choses à la place où elles méritent d'être", a-t-il encore martelé.

szb/pr/emc

SÉNAT-JUSTICE-MAGISTRATS-GOUVERNEMENT - 08/02/2011 15h57 - AFP

--

Service : Monde (FRS)